

2. Elle a adopté un programme intégré des produits de base et, à cet égard, a approuvé un programme et un calendrier de rencontres préliminaires à des négociations internationales sur chacun des produits qui intéressent directement pays producteurs et pays consommateurs.

Comme l'a souligné M. Corea, le respect effectif de l'engagement relatif à des négociations constructives — engagement que nous avons approuvé à la C.N.U.C.E.D.—IV — sera au nombre des critères décisifs qui permettront de mesurer le succès de la conférence.

3. La communauté internationale a redemandé avec insistance que le travail des négociations commerciales multilatérales progresse plus rapidement et, notamment, que l'on déploie des efforts plus sérieux en vue de recenser les domaines où l'on pourrait appliquer aux pays en développement un traitement spécial ou différentiel propre à favoriser le développement de leur industrie et l'expansion de leur commerce international.
4. Bien que la C.N.U.C.E.D.—IV n'ait pas abouti à un accord sur un large éventail de problèmes graves auxquels font face les pays en voie de développement dans le domaine du transfert des ressources, une importante résolution a été adoptée lors de la seizième session du Conseil du commerce et du développement: l'état de la dette étant l'objet d'une grande préoccupation, il a été décidé que ces problèmes fondamentaux et intimement liés devraient être examinés immédiatement et en priorité à l'occasion du dialogue Nord-Sud et lors d'une rencontre ministérielle prévue pour 1977.
5. Au même moment, la Conférence a pris diverses autres décisions importantes que nous connaissons bien, relatives au transfert des techniques, à la nécessité de formuler un code de conduite à cet égard, au développement du potentiel technologique du Tiers-monde et à la prestation d'une assistance spéciale à ceux qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles.
6. Ma délégation a également estimé que la Conférence avait pris une importante décision en ce qui concerne la nécessité d'amener les pays socialistes de l'Europe de l'Est à participer plus activement au dialogue sur le commerce et le développement, de les encourager à accroître leur contribution au développement du Tiers-monde et d'obtenir leur concours en ce qui concerne la stratégie internationale de développement dans le cadre de la Deuxième décennie des Nations Unies pour le développement.
7. J'aimerais profiter de l'occasion pour rappeler l'importance que ma délégation attache à la décision prise à la C.N.U.C.E.D.—IV de promouvoir une expansion et une intensification de la coopération économique entre les pays du Tiers-monde. A cet égard, nous avons noté avec intérêt que, peu après la C.N.U.C.E.D.—IV, le gouvernement mexicain s'est fait l'hôte d'une très importante conférence sur la coopération économique entre pays en développement. Depuis lors, le Conseil du commerce et du développement a constitué un comité chargé particulièrement de cette question. Nous considérons que c'est là une innovation importante qui ouvrira davantage la voie à une coopération plus productive entre pays en développement et nous attendons avec impatience la réunion, dans un proche avenir, du nouveau comité.

Je crois donc que ceux d'entre nous qui étaient à Nairobi ont senti que la C.N.U.C.E.D.—IV était une conférence de la plus haute importance, que nous avons obtenu des résultats appréciables et constructifs et que si nous respectons les engagements que nous y avons contractés, elle constituera, comme l'a fait remarquer à juste titre le secrétaire général, un jalon dans la réforme de l'ordre économique international. Comme le suggèrent ces observations, on ne peut considérer la C.N.U.C.E.D. comme une fin en soi, mais plutôt comme un pas (et à mon avis, un grand pas) sur la voie d'une plus grande coopération internationale. Nul doute qu'il y aura des déceptions et des retards, mais je suis sûr que nous réussirons.

Comme je l'ai mentionné précédemment, la Conférence a connu, parallèlement à ses réussites, des échecs et des déceptions. Bien que nous ne devions pas nous laisser aller à juger notre travail d'après les critères de la perfection, force nous est de reconnaître que, dans certains domaines importants, nos espoirs ont été déçus. Nous devons maintenant réitérer notre engagement à travailler de façon acharnée en vue de résoudre tous les problèmes délicats et complexes restés en suspens. Il nous faudra du temps et nous buterons sur des difficultés, mais nous devons persévérer.

Permettez-moi maintenant de toucher un mot d'une question financière à laquelle on a peut être prêté trop peu d'attention à Nairobi, celle du rôle des capitaux privés dans le financement du développement. Je ne veux pas m'étendre sur cette question ici, je désire seulement mentionner que le secrétaire de la C.N.U.C.E.D., la Banque mondiale et le F.M.I., de même que la Commission pour les sociétés multinationales, ont accompli et continuent d'effectuer d'excellentes recherches sur le financement public et privé et que nous espérons les voir collaborer afin d'aider les pays en développement.

Nous nous sommes assignés, à nous-mêmes ainsi qu'au Secrétariat de la C.N.U.C.E.D., une lourde tâche pleine de difficultés qu'il faudra surmonter et nous devons faire tout en notre pouvoir pour aider ce dernier à assumer ses